

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
ET DE L'ÉNERGIE

Direction régionale de  
l'environnement, de l'aménagement  
et du logement  
Alsace

Unité Territoriale du Bas-Rhin  
Équipe Nord

Strasbourg, le 28 octobre 2014

**RAPPORT DE L'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
CONSTATS D'UNE VISITE DE CONTRÔLE**

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement / Visite de contrôle  
Société Fonderie de Niederbronn à Niederbronn-les-Bains – 21, route de Bitche

**Annexes : -**

- 1. Inspecteur, personnes rencontrées, dirigeant**
- 2. Cadre légal, circonstances de la visite**
- 3. Thèmes de la visite et référentiels**
- 4. Installations contrôlées**
- 5. Constats**
- 6. Conclusion**

## 1. Inspecteur, personnes rencontrées, dirigeant

### Inspecteur :

- M. X

### Personnes rencontrées :

- M. X
- Mme X
- M. X
- M. X

### Dirigeant de l'établissement contrôlé :

- M. X

## 2. Cadre légal, circonstances de la visite

- **Cadre légal** : articles L 171-1 à -5, L 172-1 à -3 du code de l'environnement,
- **Régime de classement de l'établissement, secteur d'activité** : autorisation (IED), production industrielle de pièces en fonte grise
- **Date de la visite** : 17 septembre 2014
- **Numéro SIIIC et adresse du site visité** : n° 0457 / 21, route de Bitche – Niederbronn-les-Bains,
- **Type de contrôle** : Visite approfondie
- **Nature du contrôle** : Contrôle planifié et circonstanciel faisant suite à la mise en demeure préfectorale du 29 octobre 2013
- **Circonstance du contrôle** : Contrôle annoncé par courriel du 17 septembre 2014

## 3. Thèmes de la visite, enjeux, référentiels

La société Fonderie de Niederbronn est spécialisée dans la production industrielle de pièces en fonte grise.

### Thème et enjeux :

La production de fonte, la préparation des moules et le travail mécanique des pièces en fonte sont des activités génératrices de poussières.

Suite aux constats effectués par l'inspection des installations classées lors de la visite de contrôle le 19 septembre 2013, le préfet, par arrêté du 29 octobre 2013, a mis en demeure la société Fonderie de Niederbronn de respecter la valeur limite en concentration fixée à l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1998 modifié, pour le paramètre "poussière".

Par ailleurs, l'exploitation de l'installation de fusion de fonte génère, de part la nature du process, des dioxines dans les rejets à l'atmosphère. L'abattement de ce polluant est obtenu par injection d'un adsorbant dans le parcours des effluents gazeux entre les échangeurs thermiques et les filtres à manche.

L'objet de cette visite porte sur les dispositions mises en œuvre par l'exploitant pour conformer l'installation aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure et la prévention de la pollution atmosphérique par les dioxines.

#### Référentiels :

- Arrêté préfectoral d'autorisation du 30 décembre 1998 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 10 mai 2010 pris au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement portant sur les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société Fonderie de Niederbronn située 21 route de Bitche à Niederbronn-les-Bains :
  - actualisant et renforçant les prescriptions relatives aux autorisations délivrées,
  - prescrivant la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles permettant d'atteindre les niveaux d'émissions en polluants à l'atmosphère figurant dans le Bref relatif à l'industrie de la forge et de la fonderie.
- Arrêté préfectoral du 29 octobre 2013 mettant en demeure la société Fonderie de Niederbronn à Niederbronn-les-Bains de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement.

### **4. Installations contrôlées**

Installation de traitement des effluents gazeux du cubilot à vent chaud.

### **5. Constats**

#### Mise en demeure – Respect des dispositions de l'article 7.3 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 1998 modifié et suites données à la visite du 19 septembre 2013

Le contrôle en 2013 de la qualité du rejet à l'atmosphère de l'équipement dénommé "LUHR A" avait mis en évidence un dépassement en concentration du paramètre "poussière". De plus, le contrôle n'a été effectué que sur une des deux gaines de raccordement du dispositif de filtration à la cheminée.

L'exploitant a procédé courant octobre 2013 à un contrôle sur les deux gaines de raccordement. Les résultats obtenus font état d'une concentration de 2,9 mg/Nm<sup>3</sup>, inférieure à la valeur limite réglementaire fixée à 20 mg/Nm<sup>3</sup>. Il en est de même pour le contrôle réalisé du 7 au 10 juillet au titre de l'année 2014.

Toutefois, l'inspection observe, dans les rapports émis par l'organisme suite au contrôle effectué au titre de 2014, un léger dépassement du paramètre poussière sur le rejet de la ligne de moulage dénommée HWS, valeur mesurée de 32,4 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur limite fixée à 20 mg/Nm<sup>3</sup>.

Au vu de ce résultat non conforme, l'exploitant a fait remplacer, lors de l'arrêt technique estival, des cartouches filtrantes défectueuses. Cependant, l'opération de maintenance n'a pas été réalisée sur l'équipement de filtration présentant la non-conformité. L'exploitant invoque un mal entendu dans l'ordre d'intervention émis et un défaut de repérage des exutoires.

L'opération de maintenance du filtre non-conforme est reportée à l'arrêt technique courant décembre 2014.

L'exploitant signale à l'inspection, la suppression d'installations de filtration figurant dans le tableau de l'article 7.3 de l'arrêté d'autorisation et une erreur matérielle dans la rédaction des valeurs limites des flux de polluants rejetés :

- le flux horaire de poussières est de 2 kg, au lieu de 2 g/h ;
- le flux horaire de COVNM est de 0,5 kg, au lieu de 0,5 g/h.

De plus, l'arrêté d'autorisation ne spécifie pas les caractéristiques techniques des exutoires. Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de fournir un état de la situation des points de rejet d'effluents gazeux à l'atmosphère comportant les renseignements suivants :

- un plan d'implantation des points de rejet dans l'usine,
- un repérage des points de rejet,
- la section et la hauteur du conduit de rejet,
- le débit ou la vitesse de l'effluent gazeux au point de rejet.

Enfin, le référent technique de la maintenance de l'atelier de fonderie "DISA Matic" a présenté les mesures mises en œuvre pour assurer la surveillance du bon fonctionnement de l'équipement de filtration "LUHR A" sur le poste informatique implanté au rez-de-chaussée de l'atelier. Désormais, le synoptique "sablerie" visualise le signal d'un défaut sur les valeurs limites du différentiel de pression du filtre à manches et sa mise à l'arrêt le cas échéant. La valeur limite a été fixée à 8 mbar.

## Prévention de la pollution atmosphérique par les dioxines

L'exploitation du cubilot à vent chaud est à l'origine d'émissions à l'atmosphère de dioxines.

Sur la base des conclusions d'une étude destinée à réduire les rejets en dioxines et en furannes, l'exploitant a retenu la solution de l'injection d'un adsorbant dans le parcours des effluents gazeux. Cette technologie est décrite dans le BREF de l'activité "Fonderie" en tant qu'une des meilleures techniques disponibles.

L'adsorbant mis en œuvre est de l'argile. L'injection est effectuée entre les échangeurs thermiques et les filtres à manche du cubilot.

Concrètement, l'installation est composée d'un silo d'argile et d'un système de vis sans fin qui entraîne l'argile au niveau des filtres. L'argile chargée en dioxines est ensuite récupérée et détruite en tant que déchet spécial à travers une filière agréée.

L'exploitant a rédigé une note édictant les consignes d'exploitation et de surveillance du bon état de fonctionnement et d'entretien du dispositif.

L'agent de maintenance de l'atelier fusion en charge du suivi du dispositif d'injection a présenté le fichier informatique indiquant les contrôles à réaliser qui sont tous à fréquence hebdomadaire.

Il apparaît que la fréquence de contrôle est respectée et le fichier informatique est correctement renseigné.

Cependant, la note ne comporte pas de consignes en cas de constat d'anomalie lors du contrôle hebdomadaire, notamment les modalités d'information du service ou du service chargé du réapprovisionnement du dispositif en argile.

La qualité du rejet des effluents gazeux à l'atmosphère fait l'objet d'un contrôle à fréquence semestrielle, conformément à l'article 12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 30 décembre 1998. Les concentrations mesurées respectent les valeurs limites fixées.

La visite de l'installation d'injection d'argile n'a pas appelé d'observation particulière.

## **6. Conclusion**

### **Situation irrégulière :**

La visite du 17 septembre 2014 n'a mis pas en évidence de situation administrative irrégulière.

**Non-conformités**

La visite du 17 septembre 2014 a mis en évidence un non-respect aux dispositions de l'article 7.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 décembre 1998.

L'exploitation d'une installation classée sans respecter les dispositions d'un arrêté préfectoral relève des dispositions des articles L. 171-8 (mise en demeure préfectorale) et R. 514-4 (sanctions pénales) du code de l'environnement.

L'exploitant s'est engagé à remettre en état le filtre à manche présentant des défauts lors du prochain arrêt technique, courant décembre 2014.

**Autres constats à portée réglementaire**

L'exploitant a procédé à la mise à l'arrêt définitif de diverses installations générant des rejets à l'atmosphère. Par ailleurs les émissaires et dispositifs d'épuration ne sont pas clairement identifiés, ce qui peut conduire des confusions lors d'opération de maintenance.

L'inspection demande à l'exploitant de fournir une mise à jour des installations répertoriées au tableau de l'article 7.3 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 1998 modifié, ainsi qu'un tableau indiquant le repère des émissaires et les caractéristiques techniques (hauteur, section, débit ou vitesse d'éjection).

**Observations**

Sans objet

**Questions**

Sans objet.

L'inspecteur de l'environnement  
(Installations classées)